



غرفة التجارة والصناعة والخدمات
لجهة طنجة - تطوان - الحسيمة
ⵜⴰⵎⴰⵔⵜ ⵜⴰⵏⵔⴰⵏⵜ ⵜⴰⵖⴰⵏⵏⵜ ⵜⴰⵏⵔⴰⵏⵜ
ⵜⴰⵏⵔⴰⵏⵜ ⵜⴰⵏⵔⴰⵏⵜ ⵜⴰⵖⴰⵏⵏⵜ ⵜⴰⵏⵔⴰⵏⵜ
Chambre de Commerce d'Industrie et de Services
TANGER - TETOUAN - EL HOCEIMA

Appel d'Offres Ouvert National

A majoration n°05/ CCISTTA/2026 du 02/07/2026 à 11 :30

REGLEMENT DE CONSULTATION (RC)

Objet : « LA REALISATION DES PRESTATIONS D'ENTRETIEN ET DE NETTOYAGE DES LOCAUX ADMINISTRATIFS AU PROFIT DE LA CHAMBRE DE COMMERCE, D'INDUSTRIE ET DE SERVICES DE TANGER TETOUAN AL HOCEIMA A TANGER TETOUAN AL HOCEIMA LARACHE OUAZZAN FAHS ANJRA»

En lot unique

Appel d'offres ouvert national à majoration passé en application de l'article 8, paragraphe 1 alinéa 1 et paragraphe 3 l'alinéa (a) de l'article 19 et l'alinéa (a) du paragraphe 3 de l'article 20 du décret n° 2-22 431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics.

ANNEE BUDGETAIRE 2026



Table des matières

ARTICLE 1 : OBJET DU REGLEMENT DE LA CONSULTATION	3
ARTICLE 2 : REPARTITION EN LOTS	3
ARTICLE 3 : MAITRE D'OUVRAGE	3
ARTICLE 4 : COMPOSITION DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES	3
ARTICLE 5 : RETRAIT DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES	3
ARTICLE 6 : MODIFICATION DANS LE DOSSIER D'APPEL D'OFFRES	3
ARTICLE 7 : DEMANDE D'ECLAIRCISSEMENT OU DE RENSEIGNEMENT ET INFORMATION DES CONCURRENTS	4
ARTICLE 8 : CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS	4
ARTICLE 9 : CONTENU DES DOSSIERS DES CONCURRENTS	5
ARTICLE 10 : LISTE DES PIECES JUSTIFIANT LES CAPACITES ET LES QUALITES DES CONCURRENTS	6
ARTICLE 11 : PRESENTATION DES DOSSIERS DES OFFRES DES CONCURRENTS	8
ARTICLE 12 : DEPOT DES PLIS DES CONCURRENTS	8
ARTICLE 13 : RETRAIT DES PLIS	9
ARTICLE 14 : DELAI DE VALIDITE DES OFFRES	9
ARTICLE 15 : OUVERTURE DES PLIS EN SEANCE PUBLIQUE	10
ARTICLE 16 : EXAMEN, EVALUATION ET COMPARAISON DES OFFRES	10
ARTICLE 17 : PROCES-VERBAL ET RESULTAT DEFINITIF DE L'APPEL D'OFFRES	11
ARTICLE 18 : GROUPEMENTS	12
ARTICLE 19 : MONNAIE DE FORMULATION DES OFFRES	12
ARTICLE 20 : LANGUE D'ETABLISSEMENT DES PIECES DES OFFRES	12
ANNEXE 1 : MODELE D'ACTE D'ENGAGEMENT	14
ANNEXE 2 : DECLARATION SUR L'HONNEUR	16



ARTICLE 1 : OBJET DU REGLEMENT DE LA CONSULTATION

Le présent règlement de consultation concerne l'appel d'offres ouvert national à majoration sur offres de prix n° 05/CCISTTA/2026 ayant pour objet : « la **Réalisation des prestations d'entretien et de nettoyage des locaux administratifs au profit de la Chambre de Commerce, d'Industrie et de Services de Tanger Tétouan Al Hoceima à Tanger, Tétouan, Al Hoceima, Larache, Ouazzane, Fahs Anjra** ».

Le présent appel d'offres ouvert national à majoration passé en application de l'article 8, paragraphe 1 alinéa 1 et paragraphe 3 l'alinéa (a) de l'article 19 et l'alinéa (a) du paragraphe 3 de l'article 20 du décret n° 2-22-431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics..

Les prescriptions du présent règlement ne peuvent en aucune manière déroger ou modifier les conditions et les formes prévues par le décret n° 2-22-431 précité. Toute disposition contraire au décret 2-22-431 précité est nulle et non avenue. Seules sont valables les précisions et prescriptions complémentaires conformes aux dispositions de l'article 21 et des autres articles du décret n° 2-22-431 précité.

ARTICLE 2 : REPARTITION EN LOTS

Le marché qui découlera du présent appel d'offres est en lot unique.

ARTICLE 3 : MAITRE D'OUVRAGE

Le Maître d'Ouvrage du présent marché, qui sera passé suite au présent appel d'offres ouvert est le Président de la Chambre de Commerce d'Industrie et de Services de la région Tanger-Tétouan-Al Hoceima

Il sera désigné ci-après (CCISTTA) ou « maître d'ouvrage ».

ARTICLE 4 : COMPOSITION DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES.

Conformément aux dispositions de l'article 22 du décret n° 2-22-431 précité, le dossier d'appel d'offres comprend :

- a. Copie de l'avis d'appel d'offres ;
- b. Un exemplaire du cahier des prescriptions spéciales ;
- c. Le modèle de l'acte d'engagement (**Annexe n°1**) ;
- d. Le modèle du bordereau du prix détail estimatif ;
- e. Le modèle de la déclaration sur l'honneur (**Annexe n°2**) ;
- f. Le présent règlement de la consultation.

ARTICLE 5 : RETRAIT DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Le dossier d'appel d'offres doit être téléchargé sur le portail marocain des marchés publics www.marchespublics.gov.ma.

ARTICLE 6 : MODIFICATION DANS LE DOSSIER D'APPEL D'OFFRES.

Lorsque le maître d'ouvrage introduit des modifications dans le dossier d'appel d'offres, conformément aux dispositions du paragraphe 7 de l'article 22 du décret n°2-22-431 précité, elles seront communiquées à tous les concurrents ayant retiré ou téléchargé ledit dossier et introduites dans le dossier mis à la disposition des autres concurrents.

Les modifications introduites dans le dossier d'appel d'offres ne peuvent en aucun cas changer l'objet du marché.

Ces modifications peuvent intervenir à tout moment à l'intérieur du délai initial de publicité et au plus tard sept (7) jours avant la date de la séance d'ouverture des plis. Passé ce délai, le maître d'ouvrage doit, par avis rectificatif, reporter la date de la séance d'ouverture des plis.

Lorsque ces modifications nécessitent la publication d'un avis rectificatif, celui-ci est publié conformément aux dispositions du paragraphe 2 de l'article 23 du décret n°2-22-431 précité.

Dans ce cas, la séance d'ouverture des plis ne peut être tenue qu'après expiration d'un délai minimum de dix (10) jours à compter du lendemain de la date de parution de l'avis rectificatif, dans le dernier support de publication sans que la date de la nouvelle séance ne soit antérieure à celle prévue par l'avis de publicité initial.

Dans tous les cas, le délai de publicité prévu par l'article 23 précité doit être respecté. Les concurrents ayant retiré ou téléchargé le dossier d'appel d'offres doivent être informés des modifications qui ont été apportées et de la nouvelle date d'ouverture des plis, le cas échéant.

L'avis rectificatif intervient dans l'un des cas prévus par le paragraphe 7 de l'article 22 précité.

Tout concurrent qui estime que le délai prévu par l'avis de publicité pour la préparation des offres n'est pas suffisant au regard de la complexité des prestations objet du marché, il peut au cours de la première moitié du délai de publicité, demander au maître d'ouvrage, par lettre transmise par tout moyen pouvant donner date certaine, le report de la date de la séance d'ouverture des plis. Cette lettre doit comporter tous les éléments permettant au maître d'ouvrage d'apprécier la demande de report.

Si le maître d'ouvrage reconnaît le bienfondé de la demande du concurrent dont il est saisi, il procède au report de la date de la séance d'ouverture des plis. Le report, dont la durée est laissée à l'appréciation du maître d'ouvrage, fait l'objet d'un avis rectificatif qui est publié dans les mêmes formes que l'avis d'appel d'offres.

Le maître d'ouvrage informe de ce report les concurrents ayant retiré ou téléchargé les dossiers d'appel d'offres.

ARTICLE 7 : DEMANDE D'ECLAIRCISSEMENT OU DE RENSEIGNEMENT ET INFORMATION DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'article 25 du Décret n° 2-22-431 précité, Tout concurrent peut demander au maître d'ouvrage, par lettre transmise par tout moyen pouvant donner date certaine, de lui fournir des éclaircissements ou renseignements concernant l'appel d'offres ou les documents y afférents. Cette demande n'est recevable que si elle parvient au maître d'ouvrage au moins sept (7) jours avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis.

Le maître d'ouvrage doit répondre, dans les mêmes formes, à toute demande d'information ou d'éclaircissement reçue, au plus tard trois (3) jours avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis.

Tout éclaircissement ou renseignement fourni par le maître d'ouvrage à un concurrent à la demande de ce dernier doit être communiqué, le même jour et dans les mêmes formes, aux autres concurrents ayant retiré ou téléchargé le dossier d'appel d'offres et aux membres de la commission d'appel d'offres. Cet éclaircissement ou renseignement est mis à la disposition de tout concurrent potentiel dans le portail des marchés publics

L'identité ou la dénomination du ou des concurrents ayant formulé la demande ne doit, en aucun cas, être divulguée.

ARTICLE 8 : CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'article 27 du décret n° 2-22-431 précité :

1- Seuls peuvent participer et être attributaire au présent appel d'offres les personnes physiques ou morales qui :



- justifient des capacités juridiques, techniques et financières requises ;
- sont en situation fiscale régulière, pour avoir souscrit leurs déclarations et réglés les sommes exigibles ou, à défaut de règlement, constitue des garanties jugées suffisantes pour le comptable chargé du recouvrement; et ce conformément à la législation en vigueur en matière de recouvrement des créances publiques ;
- sont affiliées à la CNSS ou à un régime particulier de prévoyance sociale, et souscrivent de manière régulière leurs déclarations de salaires et sont en situation régulière auprès de ces organismes ;
- exercent l'une des activités en rapport avec l'objet du marché.

2- Ne sont pas admises à participer à la présente consultation au présent appel d'offres

- les personnes en liquidation judiciaire ;
- les personnes en redressement judiciaire, sauf autorisation spéciale délivrée par l'autorité judiciaire compétente ;
- les personnes ayant fait l'objet d'une exclusion temporaire ou définitive prononcée dans les conditions fixées par l'article 152 du décret n° 2-22-431 précité.
- les personnes qui représentent plus d'un concurrent dans la procédure de passation de ce marché.
- les prestataires de services ayant contribué à la préparation du dossier de l'appel d'offres concerné ;
- les titulaires dont les marchés ont fait l'objet de résiliation pour une faute qui leur incombe au titre des marchés d'achèvement y afférents.

ARTICLE 9 : CONTENU DES DOSSIERS DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions des articles 30 du décret n° 2-22-431 précité, chaque concurrent est tenu de présenter :

- **un dossier administratif,**
- **un dossier technique,**
- **une offre financière,**
- **le CPS et le règlement de consultation paraphés et signés** à la dernière page avec la mention « lu et accepté », par le concurrent ou la personne habilitée par lui.

Chaque concurrent doit présenter une offre financière comprenant :

a. L'acte d'engagement par lequel le concurrent s'engage à réaliser les prestations objet du marché aux conditions prévues aux cahiers des charges et moyennant un prix qu'il propose. Il est établi en un seul exemplaire (voir modèle en annexe).

Cet acte dûment rempli, et comportant le relevé d'identité bancaire (RIB), est signé par le concurrent ou son représentant habilité, sans qu'un même représentant puisse représenter plus d'un concurrent à la fois, et lorsqu'il est souscrit par un groupement, il doit être signé par chacun des membres du groupement, soit seulement par le mandataire si celui-ci justifie des habilitations sous forme de procurations légalisées pour représenter les membres du groupement lors de la procédure de passation du marché.

L'acte d'engagement du groupement concerné doit également préciser le montant correspondant à la part revenant à chacun des membres dudit groupement.

Le montant total de l'acte d'engagement doit être libellé en chiffres et en toutes lettres en tenant compte du rabais éventuel.

En cas de discordance entre le montant libellé en chiffres et celui libellé en toutes lettres, il faut s'en tenir au montant écrit en toutes lettres.

b. Le bordereau des prix-détail estimatif signé, dont le modèle figure dans le dossier d'appel d'offres.

Les prix unitaires et les montants totaux du bordereau des prix détail estimatif doivent être libellés en chiffres.

En cas de discordance entre le montant total de l'acte d'engagement et celui du bordereau des prix-détail estimatif le montant de ce dernier document prévaut pour établir le montant réel de l'acte d'engagement.

ARTICLE 10 : LISTE DES PIECES JUSTIFIANT LES CAPACITES ET LES QUALITES DES CONCURRENTS.

10-1 Le dossier administratif comprenant :

I- Pour chaque concurrent, au moment de la présentation des offres :

a) La ou les pièces justifiant les pouvoirs conférés à la personne agissant au nom du concurrent. Ces pièces varient selon la forme juridique du concurrent :

- S'il s'agit d'un autoentrepreneur ou d'une personne physique agissant pour son propre compte, aucune pièce n'est exigée ;

- S'il s'agit d'un représentant du concurrent, celui-ci doit présenter, selon le cas :

* Une copie certifiée conforme de la procuration légalisée, lorsqu'il agit au nom d'une personne physique ;

* Un extrait des statuts de la société et/ou copie certifiée conforme à l'original du procès-verbal de l'organe compétent lui conférant le pouvoir d'agir au nom de cette société ;

* L'acte par lequel la personne habilitée délègue son pouvoir à une tierce personne, le cas échéant.

- S'il s'agit d'une coopérative ou d'une union de coopératives, la ou les pièces justifiant les pouvoirs conférés à la personne agissant au nom de la coopérative ou de l'union de coopératives.

b) La déclaration sur l'honneur selon le modèle en annexe, qui doit comporter les mentions prévues à l'article 29 du décret n°2-22-431 précité ;

c) L'original du récépissé du cautionnement provisoire, délivré électroniquement sur le portail des marchés publics, ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire en tenant lieu. En cas de groupement, le cautionnement provisoire sera constitué selon les modalités décrites à l'alinéa 5 du paragraphe C de l'article 150 du décret n°2-22-431 précité ;

d) Pour le groupement, une copie légalisée de la convention constitutive du groupement. Cette convention doit être accompagnée d'une note indiquant notamment l'objet de la convention, la nature du groupement, le mandataire, la durée de la convention, le ou les comptes bancaires, et le cas échéant, la répartition des prestations la répartition des prestations, conformément à l'article 150 du décret n°2-22-431 précité.

II- Pour le concurrent auquel il est envisagé d'attribuer le marché dans les conditions fixées à l'article 43 du décret n° 2-22-431 :

a) Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée depuis moins d'un an par le percepteur du lieu d'imposition certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties tel que prévu à l'article 27 du décret n° 2-22-431. Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé.

b) Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée depuis moins d'un an par la Caisse nationale de sécurité sociale ou par tout autre organisme de prévoyance sociale certifiant que le concurrent est en situation régulière envers l'organisme concerné ;

c) Une copie du certificat d'immatriculation au registre de commerce (modèle 9) pour les personnes assujetties à l'obligation d'immatriculation au registre de commerce en vertu de la législation en vigueur ;

d) L'équivalent des attestations visées aux paragraphes a), b) et c) ci-dessus, délivrées par les administrations ou les organismes compétents de leurs pays d'origine ou de provenance, pour les concurrents non installés au Maroc ;



A défaut de délivrance de ces documents par les administrations ou les organismes compétents, ils sont remplacés par une attestation délivrée par une autorité judiciaire ou administrative du pays d'origine ou de provenance certifiant que les documents précités ne sont pas produits.

N.B : La date de production, au maître d'ouvrage, des pièces prévues aux a) et b) ci-dessus sert de base pour l'appréciation de leur validité.

Lorsque le concurrent est un établissement public, il doit fournir :

1 – au moment de la présentation de l'offre, outre le dossier technique et les pièces du dossier administratif prévues aux b) et c) de I du présent article, une copie du texte l'habilitant à exercer les missions en relation avec les prestations objet du marché.

2 – S'il est envisagé de lui attribuer le marché :

a) une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée depuis moins d'un an par le percepteur du lieu d'imposition certifiant qu'il est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties tel que prévu par l'article 27 du décret N° 2-22-431 relatif aux marchés publics. Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé. L'attestation précitée n'est exigée que des établissements publics soumis à l'impôt.

b) une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée depuis moins d'un an par la Caisse nationale de sécurité sociale ou tout autre organisme de prévoyance sociale certifiant que le concurrent est en situation régulière envers l'organisme concerné.

La date de production, au maître d'ouvrage, des pièces prévues aux a) et b) ci-dessus sert de base pour l'appréciation de leur validité.

Lorsque le concurrent est une coopérative ou une union de coopératives, il doit fournir :

1 – Au moment de la présentation de l'offre, outre le dossier technique et les pièces du dossier administratif, prévues aux a), b) et c) de l'alinéa 1 du A du I) de l'article 28 du décret 2.22.431 relatif aux marchés publics, l'attestation d'immatriculation au registre local des coopératives.

La participation des coopératives ou des unions de coopératives est soumise aux conditions prévues par les dispositions de la loi n° 112.12 relative aux coopératives.

Et lorsqu'il est envisagé de lui attribuer le marché :

a) une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée depuis moins d'un an par le percepteur du lieu d'imposition certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties tel que prévu l'article 27 du décret N° 2-22-431 relatif aux marchés publics. Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle la coopérative ou l'union de coopératives est imposée ;

b) une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée depuis moins d'un an par la Caisse nationale de sécurité sociale certifiant que la coopérative ou l'union de coopératives est en situation régulière envers cet organisme conformément aux dispositions de l'article 27 du décret 2-22-431 relatif aux marchés publics.

La date de production, au maître d'ouvrage, des pièces prévues aux a) et b) ci-dessus, sert de base pour l'appréciation de leur validité.

Lorsque le concurrent est un auto-entrepreneur, il doit fournir :

1 – Au moment de la présentation de l'offre, outre le dossier technique et les pièces du dossier administratif, prévues aux b) et c) de I du présent article, l'attestation d'immatriculation au registre national de l'auto-entrepreneur ou sa copie certifiée conforme à l'original, délivrée depuis moins d'un an.

2 – Et lorsqu'il est envisagé de lui attribuer le marché, une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée depuis moins d'un an par le percepteur du lieu d'imposition certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties tel que prévu à l'article 27 du décret 2-22-431 relatif aux marchés publics ;

Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle l'auto-entrepreneur est imposé.



La date de production, au maître d'ouvrage, de cette pièce sert de base pour l'appréciation de sa validité.

10-2 Le dossier technique :

Conformément aux dispositions de l'article 28 du décret n° 2-22-431 précité, il est exigé aux concurrents, la production de :

- 1.** Une note indiquant les moyens humains et techniques du concurrent et mentionnant, le cas échéant, le lieu, la date, la nature et l'importance des prestations qu'il a exécuté ou à l'exécution desquelles le il a participé avec précision de la qualité de sa participation.
- 2.** Les attestations de Référence ou leurs copies certifiées conformes à l'original (Minimum 3 attestations) dont l'objet est similaire à celui de l'appel d'offre délivrées par le maitre d'ouvrage, publics ou privés, ou par les hommes de l'art sous la direction desquels le concurrent a exécuté ces prestations ou par les titulaires de marchés au titre des prestations sous-traitées.

- Chaque attestation précise, notamment, la nature des prestations, leur montant et l'année de réalisation, le nom et la qualité du signataire et son appréciation.

N.B :

- Les copies et les documents exigés doivent être en originaux ou certifiés conformes aux originaux.

ARTICLE 11 : PRESENTATION DES DOSSIERS DES OFFRES DES CONCURRENTS

Le dossier à présenter par chaque concurrent est déposé par voie électronique, conformément à l'article 12 de l'arrêté du Ministre délégué auprès de la Ministre de l'Economie et des Finances, chargé du budget n°1692-23 du 4 hija 1444 (23 juin 2023) relatif à la dématérialisation des procédures, des documents et des pièces relatifs au marchés publics.

Le pli du concurrent contient deux enveloppes électroniques distinctes :

- **La première enveloppe :** contient outre les pièces des dossiers administratif et technique, le cahier des prescriptions spéciales et le règlement de consultation paraphés et signés et portant la mention « lu et accepté » par le concurrent ou son représentant dûment habilité. Cette enveloppe doit porter la mention « **dossiers administratif et technique** » ;
- **La deuxième enveloppe :** contient l'offre financière. Elle doit porter la mention « **offre financière** » ;

La signature électronique des pièces et documents s'effectue, à travers le portail des marchés publics, au moyen d'un certificat de signature électronique conformément aux dispositions des textes législatifs et réglementaires et aux conditions d'utilisation du portail des marchés publics.

Lorsque le portail des marchés publics affiche que la signature électronique d'une pièce n'est pas valide, l'acteur du portail concerné est tenu de révéifier la validité de ladite signature via les points de contrôle accessibles au niveau dudit portail.

ARTICLE 12 : DEPOT DES PLIS DES CONCURRENTS

Conformément à l'article 135 du décret n° 2-22-431 du 8 mars 2023 relatif aux marchés publics, le dépôt des plis et des offres des concurrents s'effectuent par voie électronique dans le portail des marchés publics : **www.marchespublics.gov.ma** , selon les conditions et les modalités fixées par l'arrêté du Ministre délégué auprès de la Ministre de l' Economie et des Finances, chargé du budget n° 1692-23 du 4 hija 1444 (23 juin 2023) relatif à la dématérialisation des procédures, des documents et des pièces relatifs aux marchés publics.

Chacune des pièces constituant la réponse du concurrent à l'appel d'offres, est insérée, individuellement, dans l'enveloppe électronique la concernant.

Conformément aux conditions d'utilisation du portail des marchés publics, chaque pièce est signée, électroniquement, par le concurrent ou la personne dument habilitée à le représenter, à l'exception des pièces dématérialisées.



Lorsqu'il s'agit d'un groupement, ces pièces sont signées, soit par l'ensemble des membres du groupement, soit uniquement par le mandataire conformément aux dispositions du paragraphe c) de l'article 150 du décret n°2-22-431 précité.

Les plis des concurrents sont chiffrés par le portail des marchés publics avant leur dépôt par voie électronique selon les conditions d'utilisation du portail.

Les plis sont déposés, par le concurrent ou la personne dûment habilitée à le représenter dans la procédure de passation du marché, moyennant un certificat de signature électronique.

Le dépôt des plis fait l'objet d'un horodatage automatique au niveau du portail des marchés publics, mentionnant la date et l'heure du dépôt électronique et celles de l'envoi de l'accusé de réception électronique au concurrent concerné.

Le délai pour le dépôt électronique des plis expire à la date et à l'heure fixées par l'avis d'appel d'offres pour la séance d'ouverture des plis. Tout pli électronique déposé postérieurement à la date limite de remise des plis est automatiquement rejeté par le portail des marchés publics.

Le pli contenant les pièces produites par le concurrent auquel il est envisagé d'attribuer le marché est déposé dans les conditions prévues au présent article.

ARTICLE 13 : RETRAIT DES PLIS

Conformément à l'article 135 du décret n° 2-22-431 du 8 mars 2023 relatif aux marchés publics, le retrait des plis et des offres des concurrents s'effectuent par voie électronique dans le portail des marchés publics : www.marchespublics.gov.ma, selon les conditions et les modalités fixées par l'arrêté du Ministre délégué auprès de la Ministre de l'Economie et des Finances, chargé du budget n° 1692-23 du 4 hija 1444 (23 juin 2023) relatif à la dématérialisation des procédures, des documents et des pièces relatifs aux marchés publics.

Tout pli déposé peut être retiré par le concurrent antérieurement au jour et à l'heure fixés pour la séance d'ouverture des plis.

Le retrait de tout pli s'effectue au moyen du même certificat électronique ayant servi au dépôt de ce pli.

Les informations relatives au retrait des plis sont enregistrées automatiquement sur le registre de dépôt des plis.

Les concurrents ayant retiré leurs plis peuvent présenter de nouveaux plis dans les conditions prévues au présent règlement de consultation et avant la date limite de remise des plis.

ARTICLE 14 : DELAI DE VALIDITE DES OFFRES

Conformément aux dispositions de l'article 36 du décret n° 2-22-431 précité les concurrents restent engagés par leurs offres pendant un délai de soixante (60) jours qui commence à courir, à compter de la date de la séance d'ouverture des plis.

Toutefois, lorsque la commission d'appel d'offres considère qu'elle n'est pas en mesure d'effectuer son choix pendant le délai de validité des offres prévu à l'alinéa précédent, le maître d'ouvrage saisit les concurrents concernés, avant l'expiration de ce délai, par lettre recommandée avec accusé de réception en vue de leur demander une prorogation du délai de validité des offres d'une durée supplémentaire qu'il fixe.

A cet effet, le maître d'ouvrage fixe aux concurrents concernés une date limite pour faire connaître leurs réponses.

Seuls les concurrents ayant donné, dans les mêmes formes, leur accord à la demande de prorogation, avant la date limite de réponse fixée par le maître d'ouvrage, restent engagés pendant le délai supplémentaire convenu.

Dans le cas où aucun des concurrents n'a donné son accord à la demande de prorogation ou n'a répondu dans le délai qui lui est imparti, il est procédé à l'annulation de la procédure.

ARTICLE 15 : OUVERTURE DES PLIS EN SEANCE PUBLIQUE

La séance d'ouverture des plis des concurrents est publique. Elle se tient au lieu, au jour et à l'heure prévus par le dossier d'appel d'offres; si ce jour est déclaré férié ou chômé, la réunion se tient le jour ouvrable suivant à la même heure.

ARTICLE 16 : EXAMEN, EVALUATION ET COMPARAISON DES OFFRES

L'ouverture, l'examen des offres et l'appréciation des capacités des concurrents s'effectuent conformément aux articles 39 ; 40 ; 42 ; 43 et 44 du décret n°2-22-431 précité.

1^{ère} étape : Examen des dossiers administratifs et techniques

La commission procède à l'examen des pièces des dossiers administratifs et techniques à huis closet écarte :

- a. Les concurrents qui ne satisfont pas aux conditions requises prévues à l'article 8 ci-dessus ;
- b. Les concurrents qui n'ont pas respecté les prescriptions de l'article 10 ci-dessus en matière de présentation de leurs dossiers ;
- c. Les concurrents qui n'ont pas présenté les pièces exigées ;
- d. Les concurrents qui, lorsque la présentation du cautionnement est exigée, ont produit le récépissé du cautionnement provisoire ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire en tenant lieu, non original ou dont l'objet n'est pas conforme à celui de l'appel d'offres ou dont le montant est inférieur à la somme demandée ou qui comporte des réserves ou des restrictions ;
- e. Les concurrents dont les capacités financières et techniques sont jugées insuffisantes au regard des critères figurant à l'article 8 du présent règlement de consultation.

Lorsque la commission constate des erreurs matérielles ou des discordances dans les pièces du dossier administratif, elle admet l'offre du concurrent concerné, sous réserve de l'introduction des rectifications nécessaires conformément aux dispositions de l'article 43 du décret n°2-22-431 précité.

2^{ème} étape : Evaluation des offres financières

L'ouverture, l'évaluation des offres financières des concurrents et le choix de l'offre économiquement la plus avantageuse sera effectuée conformément aux dispositions des articles 42, 43 et 44 du décret n°2-22-431 précité.

La commission écarte les concurrents dont les offres financières :

- ne sont pas conformes à l'objet du marché ;
- ne sont pas signées ;
- sont signées par une personne non habilitée à les engager au regard de la ou des pièces justifiant les pouvoirs conférés ;
- expriment des restrictions ou des réserves ;
- présentent des différences dans les libellés des prix, l'unité de compte ou les quantités par rapport aux données prévues dans le descriptif technique, dans le bordereau de prix global et la décomposition du montant global.

La commission vérifie, ensuite, le résultat des opérations arithmétiques des offres financières des concurrents retenus, en tenant compte des rabais éventuels consentis dans lesdites offres. Elle rectifie, le cas échéant, les erreurs de calcul et rétablit les montants exacts des offres concernées.



La commission écarte selon les modalités et dans les conditions prévues à l'article 44 précité, les offres financières jugées excessives et les offres financières jugées anormalement basses par rapport au montant de l'estimation établi par le maître d'ouvrage.

La commission procède ensuite au classement des offres des concurrents, en vue de proposer au maître d'ouvrage l'offre économiquement la plus avantageuse (mieux-disant).

Pour ce type de prestations, l'offre économiquement la plus avantageuse celle présentant le taux de majoration proposé le plus faible appliqué à l'estimation du coût des prestations établies par le maître d'ouvrage, sous-réserve des dispositions du a) du paragraphe 3 de l'article 20 du décret relatif aux marchés publics ;

Sera écartée, toute offre financière qui :

- 1- **Propose un taux de majoration nul ;**
- 2- **Propose un taux de majoration qui n'est pas arrêté au deuxième chiffre après la virgule au plus.**

La commission invite, via le portail des marchés publics, le concurrent ayant présenté l'offre la plus avantageuse à :

- produire les pièces du dossier administratif visées au paragraphe A-2 de l'article 10 ci-dessus ;
- confirmer les rectifications des erreurs matérielles relevées, le cas échéant ;
- régulariser les discordances constatées entre les diverses pièces de son dossier administratif, le cas échéant.

Elle lui fixe à cet effet, un délai qui ne peut être inférieur à sept (07) jours à compter de la date de réception de la lettre d'invitation.

En application des dispositions de l'article 18 de l'arrêté du Ministre délégué auprès de la Ministre de l'économie et des finances, chargé du budget n°1692-23 du 4 hija 1444 (23 juin 2023) relatif à la dématérialisation des procédures, des documents et des pièces relatifs aux marchés publics, le concurrent auquel il est envisagé d'attribuer le marché est tenu de produire sa réponse de manière électronique. A cet effet, et conformément aux conditions d'utilisation du portail des marchés publics, chacune des pièces constituant la réponse du concurrent, est insérée, individuellement, dans l'enveloppe électronique la concernant et signée électroniquement et individuellement, par le concurrent ou la personne habilité à le représenter, à l'exception des pièces dématérialisées.

La commission se réunit au lieu, au jour et à l'heure fixés. Toutefois, le président peut inviter les membres de la commission pour reprendre ses travaux dès la réception de la réponse du concurrent concerné.

La commission s'assure de l'existence de la lettre ayant servi de moyen d'invitation du concurrent concerné et procède à la vérification des pièces et de la réponse reçue.

Après examen des pièces et de la réponse reçue, la commission décide de retenir ou d'écarter l'offre du concurrent concerné conformément aux dispositions du paragraphe 9 du II) de l'article 43 du décret précité.

Dans le cas où le concurrent ayant présenté l'offre économiquement la plus avantageuse est écarté conformément aux dispositions ci-dessus, la commission invite, dans les mêmes conditions, le concurrent dont l'offre est classée la suivante et examine les pièces et la réponse reçues, dans les conditions fixées au paragraphe 9 du II) de l'article 43 du décret précité jusqu'à l'aboutissement de la procédure ou la déclaration de l'appel d'offres infructueux

ARTICLE 17 : PROCES-VERBAL ET RESULTAT DEFINITIF DE L'APPEL D'OFFRES

Conformément aux dispositions de l'article 46 et 47 du décret n° 2-22-431 précité :

1. Un extrait de procès-verbal est publié au portail des marchés publics et affiché dans les locaux de la CCISTTA dans les vingt-quatre (24) heures qui suivent la date d'achèvement des travaux de la commission d'appel d'offres et ce, pendant une période de quinze (15) jours au moins.



2. Le maître d'ouvrage informe le concurrent attributaire du marché de l'acceptation de son offre via le portail des marchés publics ou par lettre recommandée avec accusé de réception ou par fax confirmé ou par tout autre moyen de communication donnant date certaine (l'accusé de réception de l'un de ces moyens de communication fait foi). Cette lettre doit être adressée dans un délai n'excédant pas le troisième jour suivant la date d'achèvement des travaux de la commission d'appel d'offres.

Dans le même délai, il informe, par lettre recommandée avec accusé de réception, les concurrents éliminés en leur indiquant les motifs de rejet de leurs offres. Cette lettre est accompagnée des pièces contenues dans leurs dossiers.

Les éléments ayant été à l'origine de l'écartement des concurrents sont conservés par le maître d'ouvrage pendant un délai de cinq ans au minimum, à l'exception de l'original du récépissé du cautionnement provisoire ou de l'attestation de la caution personnelle et solidaire en tenant lieu qui sont restitués aux concurrents éliminés dans les quarante-huit heures suivant la date d'envoi de la lettre.

Aucun concurrent ne peut prétendre à indemnité si son offre n'a pas été acceptée.

3. Le choix arrêté par la commission d'appel d'offres ne peut, en aucun cas, être modifié par le maître d'ouvrage ou l'autorité compétente.

ARTICLE 18 : GROUPEMENTS

Les concurrents peuvent, de leur propre initiative, constituer des groupements pour présenter une offre unique et ce conformément aux dispositions de l'article 150 du décret n°2-22-431 précité.

ARTICLE 19 : MONNAIE DE FORMULATION DES OFFRES

Conformément aux dispositions de l'article 21 du décret n° 2-22-431 précité le dirham marocain est la monnaie dans laquelle doivent être exprimés les prix des offres présentées par les soumissionnaires.

ARTICLE 20 : LANGUE D'ETABLISSEMENT DES PIECES DES OFFRES

Conformément aux dispositions de l'article 21 du décret n° 2-22-431 précité, la langue dans laquelle doivent être établies les pièces contenues dans les dossiers et les offres présentées par les concurrents est la langue arabe et/ou en langue française.




Appel d'offres ouvert national à majoration sur offres de prix n°05/CCISTTA/2026

Appel d'offres ouvert national à majoration en séance publique sur offres de prix passé en application de l'article 8, paragraphe 1 alinéa 1 et paragraphe 3 l'alinéa (a) de l'article 19 et l'alinéa (a) du paragraphe 3 de l'article 20 du décret n° 2-22 431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics..

Objet : «Réalisation des prestations d'entretien et de nettoyage des locaux administratifs au profit de la Chambre de Commerce, d'Industrie et de Services de Tanger Tétouan Al Hoceima » à Tanger, Tétouan, Al Hoceima, Larache, Ouazzane, Fahs Anjra.» en lot unique»

Elaboré par :





Vérifié par :





Maitre d'Ouvrage :

Chambre de Commerce, d'Industrie et de Services de la région Tanger-Tétouan-Al Hoceima



Abdelatif AFAILAL
Maitre d'Ouvrage
Chambre de Commerce, d'Industrie
et de Services de la Région
Tanger - Tetouan - Al Hoceima

Cachet et signature du soumissionnaire

avec la mention « Lu et accepté»

ANNEXE 1 : MODELE D'ACTE D'ENGAGEMENT

ACTE D'ENGAGEMENT

A. Partie réservée à la CCISTTA

Appel d'offres ouvert national à majoration sur offres de prix n°05/CCISTTA/2026 du 06/07/2026 à 11 :30 du matin.

Objet du marché : «Réalisation des prestations d'entretien et de nettoyage des locaux administratifs au profit de la Chambre de Commerce, d'Industrie et de Services de Tanger Tétouan Al Hoceima « à Tanger, Tétouan, Al Hoceima, Larache, Ouazzane, Fahs Anjra.» en lot unique.

passé en application du paragraphe 1(alinéa 1) et paragraphe 3(a) de l'article 19 et du paragraphe 1et l'alinéa b du paragraphe 3 de l'article 20 et l'article 21 du décret n° 2-22-431 du 15 Chaabane 1444 (8 Mars 2023), relatif aux marchés publics.

B. Partie réservée au concurrent

a. Pour les personnes physiques

Je, soussigné (Prénom, nom et qualité):

Agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte,

Adresse du domicile élu :

Affilié à (1)..... sous le N°:

Inscrit au registre du commerce de (Localité) :.....sous le n°

Inscrit à la taxe professionnelle sous le numéro.....

Numéro de l'identifiant commun de l'entreprise :.....

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés :

b. Pour les personnes morales

Je, soussigné (Prénom, nom et qualité au sein de l'entreprise) :
....., agissant au nom et pour le compte de (Raison sociale
et forme juridique de la société) de.....

Au capital social de:.....

Adresse du siège social de la société :.....

Adresse du domicile élu:.....

Affilié à (1) sous le N°:

Inscrit au registre du commerce de(Localité) :.....sous le n°

Inscrit à la taxe professionnelle sous le numéro.....

Numéro de l'identifiant commun de l'entreprise :.....

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés :

C. Partie réservée aux concurrents membres d'un groupement:

Nous soussignés:

- Membre n° 1:.....



- Membre n° 2:.....

- Membre n° n:.....

En vertu des pouvoirs qui nous sont conférés, nous nous obligeons conjointement/solidairement (choisir la mention adéquate) et désignons... (Prénoms, noms et qualité) en tant que mandataire du groupement;

D. Partie commune à tous les concurrents

Après avoir pris connaissance du dossier d'appel d'offres concernant les prestations précisées en objet de la partie A ci-dessus ;

Après avoir apprécié à mon point de vue et sous ma responsabilité la nature et les difficultés que comportent ces prestations :

1. remets, revêtu(s) de ma signature un bordereau de prix - détail estimatif établi conformément aux modèles figurant au dossier d'appel d'offres ;

2. m'engage à exécuter lesdites prestations conformément au cahier des prescriptions spéciales et moyennant les prix que j'ai établis moi-même, lesquels font ressortir :

- montant estimé toutes taxes comprises : (en lettres et en chiffres)

- Taux de majoration : (en pourcentage)

- Montant total toutes taxes comprises après majoration : (en lettres et en chiffres).

Lorsque le marché est conclu avec un groupement :

Part revenant au membre n° 1:(en lettres et en chiffres)

Part revenant au membre n° 2:(en lettres et en chiffres)

Part revenant au membre n° n:(en lettres et en chiffres)

La Chambre de Commerce, d'Industrie et de Services de Tanger-Tétouan-Al Hoceima se libère des sommes dues par lui en faisant donner crédit au compte (à la trésorerie générale, bancaire, ou postal) (2) ouvert au nom de (titulaire du marché) à (Localité), sous (RIB) numéro

Fait à , le

(Signature et cachet du concurrent)



ANNEXE 2 : DECLARATION SUR L'HONNEUR**DECLARATION SUR L'HONNEUR (*)**

Appel d'offres ouvert national à majoration sur offres de prix n°05/CCISTTA/2026 du 06/07/2026 à 11 :30 du matin.en séance publique.

Objet du marché : «Réalisation des prestations d'entretien et de nettoyage des locaux administratifs au profit de la Chambre de Commerce, d'Industrie et de Services de Tanger Tétouan Al Hoceima « à Tanger, Tétouan, Al Hoceima, Larache, Ouazzane, Fahs Anjra.» en lot unique.

Pour les personnes physiques :

1) Cas des personnes physiques agissant pour leur propre compte :

Je, soussigné : (Prénom, nom et qualité), agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte,

Numéro de tél.....numéro du
Fax.....

Adresse électronique.....

Adresse du domicile élu:.....

Affilié à la CNSS sous le N°:.....(2)

Inscrit au registre du commerce de (ou registre national de l'auto-entrepreneur)
.....(localité) sous le N°

N° de patente

N° ICE

N° du compte courant postal-bancaire ou à la TGR.....(RIB),

2) Cas de l'auto entrepreneur :

Je, soussigné : (Prénom, nom et qualité), agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte,

Numéro de tél.....numéro du
Fax.....

Adresse électronique.....

Adresse du domicile élu:.....

Affilié à la CNSS sous le N°:.....(2)

Inscrit au registre de l'autoentrepreneur sous le n°

N° ICE

N° du compte courant postal-bancaire ou à la TGR.....(RIB),

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés.

A. Pour les personnes morales :

1) Cas des sociétés :



Je, soussigné (Prénom, nom et qualité au sein de l'entreprise) agissant au nom et pour le compte de (raison sociale et forme juridique de la société) au capital de:.....

Numéro de tél.....numéro du fax.....

Adresse électronique.....

Adresse du siège social de la société.....

Adresse du domicile élu.....

affiliée à la CNSS sous le N° (2)

Inscrite au registre du commerce de (localité) sous le N°

N° de patente

N° ICE

N° du compte courant postal- bancaire ou à la TGR..... (RIB).

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés.

2) Cas des établissements publics :

Je, soussigné (Prénom, nom et qualité) agissant au nom et pour le compte de (dénomination de l'établissement)

Numéro de tél.....numéro du fax.....

Adresse électronique.....

Adresse du siège

Affiliée à la (2) sous le N°

Inscrite au registre du commerce (3) de (localité) sous le N°

N° de patente

N° ICE

Référence du texte l'habilitant à exercer les missions objets du marché :

N° du compte courant postal- bancaire ou à la TGR..... (RIB).

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés.

3) Cas des coopératives ou union de coopératives :

Je soussigné (Prénom, nom et qualité) agissant au nom et pour le compte de (raison sociale et forme juridique e la coopérative ou union des coopératives), au capital social de

Numéro de tél.....numéro du fax.....

Adresse électronique.....

Adresse du siège social de la coopératives ou union des coopératives.....

Adresse du domicile élu :



Inscrite au registre local des coopératives de (localité) sous le N°

affiliée à la CNSS sous le N° (2)

N° de patente

N° ICE

N° du compte courant postal- bancaire ou à la TGR..... (RIB).

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés.

Déclare sur l'honneur :

- 1 - que je remplis les conditions prévues à l'article 27 du décret relatif aux marchés publics ;
- 2 - m'engager à couvrir, dans les conditions fixées dans le cahier des charges, par une police d'assurance, les risques découlant de mon activité professionnelle ;
- 3 - m'engage, si j'envisage de recourir à la sous-traitance: – à veiller à ce que celle-ci ne dépasse pas cinquante pour cent (50%) du montant du marché et qu'elle ne porte pas sur le lot ou le corps d'état principal du marché; – à m'assurer que les sous-traitants auxquels je recours remplissent les conditions prévues à l'article 27 du décret n° 2-22-431 du 8 mars 2023.
- 4 - atteste que je dispose des autorisations requises pour l'exécution des prestations telles que prévues par la législation et la réglementation en vigueur ;
- 5 - atteste que je ne suis pas en liquidation judiciaire ou redressement judiciaire ;
- 6 - étant en redressement judiciaire, j'atteste que je suis autorisé par l'autorité judiciaire compétente à participer aux appels d'offres ; (4)
- 7 - je m'engage à ne pas recourir par moi-même ou par personne interposée à des pratiques de fraude ou de corruption des personnes qui interviennent, à quelque titre que ce soit, dans les procédures de passation, de gestion et d'exécution du marché;
- 8 - je m'engage à ne pas faire, par moi-même ou par personne interposée, de promesses, de dons ou de présents, en vue d'influer sur la procédure de conclusion du marché et de son exécution ;
9. j'atteste que je ne suis pas en situation de conflit d'intérêts ;
- 10 - j'atteste que je n'ai pas participé à la préparation du dossier de l'appel d'offres considéré ;

Je certifie l'exactitude des renseignements contenus dans la présente déclaration sur l'honneur et dans les pièces fournies dans mon dossier de candidature, sous peine de l'application des mesures coercitives prévues à l'article 152 du décret n° 2-22-431 du 8 mars 2023.

Fait à, le

Signature et cachet du concurrent.

- (1) En cas de groupement, chacun des membres doit présenter sa propre déclaration sur l'honneur.
- (2) CNSS ou tout autre régime particulier de prévoyance sociale
- (3) Lorsque l'établissement est assujettie à cette obligation
- (4) A supprimer, ce paragraphe dans le cas où le concurrent n'est pas en situation de redressement judiciaire

